ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 195

présenté par

Mme Corneloup, M. Breton et M. Ray

ARTICLE 6

À la première phrase de l'alinéa 13, substituer au mot :

« deux »

le mot :

« sept ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à allonger le délai de réflexion prévu entre la demande d'aide à mourir et sa confirmation, en le portant de deux jours à sept jours. La gravité de l'acte envisagé, qui conduit à la mort de la personne, justifie un temps de réflexion plus important que celui actuellement proposé.

Un délai de 48 heures paraît insuffisant pour garantir une décision pleinement consciente, libre et mûrie. À titre de comparaison, d'autres actes médicaux moins lourds impliquent des délais de réflexion plus longs. Il serait donc incohérent de prévoir un délai aussi court pour une décision aussi irréversible.

Le texte s'appliquera non seulement à des personnes dont le pronostic vital est engagé à court terme, mais aussi à des malades qui pourraient vivre encore plusieurs mois, voire plusieurs années.

Il est donc essentiel de laisser à chacun le temps nécessaire pour une réflexion approfondie, dans un contexte parfois instable émotionnellement ou médicalement.

Des études montrent que la demande d'aide à mourir peut évoluer dans le temps. Par exemple, certains patients expriment initialement un désir de mourir, mais cette demande peut significativement diminuer après quelques jours de soins et d'accompagnement. Un délai allongé permet de mieux respecter la complexité et l'intimité de ce choix.

Ce temps supplémentaire contribuerait à préserver la dignité du patient, à éviter les décisions précipitées et à garantir que l'aide à mourir soit toujours l'issue d'une volonté constante, éclairée et apaisée.